Burundi : des mandats d’arrêt internationaux émis contre des opposants

RFI, 18-09-2015 Au Burundi, le procureur gÃ©nÃ©ral de la RÃ©publique a annoncÃ© l'Ã©mission de mandats d'arrÃªt internationaux contre les opposants au troisiÃ¨me mandat de Pierre Nkurunziza. Valentin Bagorikunda a affirmÃ© ce jeudi au cours d'une confÃ©rence de presse que les membres de la sociÃ©tÃ© civile Ã l'origine de la campagne halte au troisiÃ¨me mandat, certains partis d'opposition et mÃ©dias Ã©taient responsables de l'organisation d'un mouvement d'insurrection au Burundi et complices de la tentative de putsch du 13 mai. Lors de cette confÃ©rence de presse organisÃ©e Ã Bujumbura, M. Bagorikunda a repris Ã son compte les conclusions d'une commission judiciaire d'enquÃªte qu'il avait nommÃ©e en mai. Â«Â Dans lâ€™enquÃªte menÃ©e, il ressort que les organisateurs civils du mouvement insurrectionnel Ã©taient constamment contact avec les responsables putschistes, et militaires et policiers, a dÃ©taillÃ© le procureur.Â Dans leurs plans, le renversement des institutions - faire un putsch - constituait lâ€™ultime Ã©tape du mouvement insurrectionnel.Â Â» Mais Valentin Bagorikunda ne s'est pas limitÃ© Ã accuser des militants de la sociÃ©tÃ© civile. Â«Â Ici câ€™est le lieu de souligner les mÃ©dias et certains journalistes ont Ã©tÃ© parmi les grands soutiens non seulement du mouvement insurrectionnel, mais aussi des putschistes.Â Â» De nombreuses associations dans le viseur La commisison mandatÃ©e pour enquÃªter avait qualifiÃ©, au dÃ©but du mois de septembre, le mouvement de contestation populaire de Â«Â mouvement insurrectionnelÂ Â», initiÃ© par 25 associations de la sociÃ©tÃ© civile et six partis d'opposition nommÃ©ment dÃ©signÃ©s et accusÃ©s d'Ãªtre liÃ© auteurs d'une tentative de coup d'Etat militaire, matÃ©e Ã la mi-mai. Â«Â Ce mouvement insurrectionnel a causÃ© beaucoup de dÃ©gÃ¢ts, tant matÃ©riels quâ€™humainsÂ Â», a prÃ©cisÃ© hier le procureur. Ainsi deux mandats d'arrÃªt internationaux Ã©mis. Â«Â Les autres sont en cours de l'Ãªtre.Â Â»